

# La coopération militaire régionale, une contribution à l'approche globale de la gestion des crises

Autor(en): **Stritt, Marc-Alain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348829>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



L'Armée suisse s'engage pour une meilleure mise en œuvre des principes du Code de conduite de l'OSCE et organise chaque année un workshop sur ce sujet, l'année passée au Kazakhstan.  
Photos © Auteur.

*International*

## La coopération militaire régionale, une contribution à l'approche globale de la gestion des crises

**Col Marc-Alain Stritt**

Chef Coopération militaire régionale, Relations Internationales Défense (IB V), EM CdA

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement la force militaire de certains États qui peut poser un problème de sécurité internationale, mais c'est aussi, de plus en plus souvent, la faiblesse institutionnelle de certains autres États. On appelle « États faillis » (*Failed States*) les États qui, au terme d'une crise ou d'une guerre, ne disposent plus du monopole de l'usage de la force sur leur propre territoire. Ce phénomène donne lieu à toute sorte de trafics, à la corruption, aux migrations, et contribue à la déstabilisation de régions entières à la périphérie de l'Europe. Pour contribuer à la paix et à la sécurité régionale il s'agit donc, également, de participer à la réduction desdites faiblesses institutionnelles.

Suite aux bouleversements géopolitiques de ces 15 dernières années, le catalogue de prestations exigées des forces armées modernes s'est ainsi largement modifié. L'augmentation du nombre de missions de maintien de la paix requiert de plus en plus de moyens militaires « classiques » pour contribuer à la stabilisation régionale. Toutefois, les forces armées sont désormais aussi appelées à contribuer au rétablissement des structures étatiques dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ainsi, le concept de réforme du secteur de sécurité (Security Sector Reform - SSR) est actuellement un champ d'activités en pleine expansion pour la plupart des forces armées occidentales ; et des demandes correspondantes ont aussi été adressées à l'armée suisse.

Le concept SSR se base sur le constat que la sécurité et le développement économique sont intrinsèquement liés : il ne peut y avoir de sécurité sans développement et, inversement, il ne peut y avoir de développement sans sécurité. Le rétablissement de la sécurité dans une région donnée est évidemment une pré-condition nécessaire, mais il ne suffit pas, à lui seul, à instaurer la paix et la stabilité à long terme. Des contributions additionnelles sont indispensables, qui doivent être étroitement coordonnées avec les divers acteurs civils (p. ex. diplomates ou agences de développement) et avec les bénéficiaires locaux. Or

les forces armées, en particulier l'armée de milice suisse, disposent de compétences particulières souvent très demandées dans les programmes de reconstruction et d'assistance. Cette approche globale et la concertation avec les civils sont prépondérantes pour tout projet de reconstruction post-confliktuelle.

### Origines

Les nombreuses demandes de soutien adressées à la Suisse, depuis le milieu des années 1990, par des États étrangers ou des organisations internationales ont amené le Chef de l'armée à développer un concept pour ce type d'engagements. Il s'agissait de réunir les projets et les activités d'alors en un processus standardisé, optimisé et efficace au plan des coûts. Ce concept a été adopté par le Directeur de la politique de sécurité et la Direction de la défense (GL V) en novembre 2005 et il est en vigueur depuis lors.

Au sein de l'État-major du Chef de l'armée, Relations internationales défense, le domaine de la Coopération

*Workshop* à Juba avec les cadres du Sudan People's Liberation Army (SPLA).



militaire régionale fut chargé de conduire les prestations d'assistance et de reconstruction de l'armée dans les régions post-confliktuelles selon la systématique et les critères établis dans le concept. En tant que partie intégrante de la diplomatie de défense, les projets de coopération militaire régionale sont des compléments aux opérations de maintien de la paix au sens traditionnel et se déroulent en parallèle à celles-ci. Ils ont pour objectif de contribuer à la transformation des structures militaires des États assistés : il s'agit, entre autre, de s'assurer que ces structures, leur financement et leur fonctionnement soient contrôlés par le parlement et qu'ils s'inscrivent dans le cadre du droit humanitaire international et dans le respect des principes démocratiques. Par ailleurs, il s'agit aussi de renforcer ou de recréer les capacités locales dans le domaine de la conduite et de l'instruction militaires, ainsi que dans le domaine du maintien de la paix, en s'assurant là aussi du respect des principes du droit international.

Pour atteindre ces buts, la coopération militaire régionale assiste les États nécessiteux avec de l'expertise (officiers de carrière ou de milice, experts civils du DDPS ou d'un centre de Genève, techniciens d'armasuisse, etc), des véhicules, du matériel sanitaire, du matériel d'instruction ou de génie devenu excédentaire suite à la réforme AXXI ainsi qu'avec une assistance financière. Le tout est généralement combiné dans une offre d'assistance coordonnée au niveau national avec les Affaires étrangères et au niveau international avec une ou des organisations internationales (p. ex. ONU ou OSCE) et/ou avec les forces armées d'un partenaire particulier (p. ex. avec les forces armées britanniques ou françaises).

Au niveau national, tous les partenaires sont regroupés au sein d'un groupe de travail interdépartemental assurant la cohérence de l'engagement, les synergies, l'optimisation des ressources et une présence homogène et coordonnée de la Suisse. Ce groupe de travail conduit les activités de coopération au niveau stratégique-opératif avec toutes les instances concernées de la Confédération et en partenariat avec les Centres de Genève. Le groupe définit en particulier les efforts principaux, les programmes et les buts annuels. Les décisions sont prises par consensus, ce qui assure la coordination nécessaire et la participation des différents acteurs de la politique suisse de sécurité, de la politique extérieure et la politique du développement.

### **Champs d'action et focus géographique**

Les projets de coopération militaire régionale s'inscrivent dans trois champs d'action : l'instruction, l'équipement et le désarmement. Pour des raisons historiques et de proximité, c'est dans les Balkans qu'ont eu lieu la majorité des engagements de coopération militaire régionale jusqu'à présent. Quelques projets ont aussi été menés dans le Caucase, notamment en Géorgie. Toutefois, la tendance actuelle, observée au niveau international, est de rediriger son assistance vers le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Afrique sub-saharienne. La Suisse dispose en Afrique de plusieurs atouts de choix, en particulier l'absence de passé colonial et la capacité à travailler et à enseigner en français. Ces priorités géographiques correspondent aussi à la politique extérieure traditionnelle de la Suisse.

Ces projets d'assistance ne bénéficient pas qu'aux seuls États assistés, mais ils profitent aussi à la Suisse et à l'armée. En renforçant les structures de sécurité et de défense dans des régions post-confliktuelles, l'armée contribue à la réduction de certaines carences déstabilisatrices et partant contribue aussi à la sécurité de la Suisse. Par ailleurs, ces engagements permettent de maintenir certains savoir-faire techniques (p. ex. pour armasuisse dans les projets de désarmement) ou méthodologiques ou d'instruction (p. ex. lors d'instructions dispensées dans les Balkans ou en Afrique, où les conditions de travail sont nettement plus difficiles qu'en Suisse). Les officiers impliqués dans ces projets de soutien soulignent tous le gain, professionnel et personnel, qu'ils retirent de ce genre d'engagement.

### **Quelques projets en cours**

Le projet le plus important actuellement en cours est une contribution à la transformation du Sudan People's Liberation Army (SPLA) au Soudan du Sud. Au terme de l'accord de paix signé en 2005 et en vue du référendum de 2011 sur son éventuelle indépendance, le Soudan du Sud est autorisé à se doter de structures étatiques complètes. En ce qui concerne les forces armées, une demande d'assistance a été adressée à la Suisse, débouchant sur un projet de soutien mené conjointement par l'armée, le DFAE et la DDC. Concrètement, il s'agit de transformer un mouvement de guérilla en une force armée moderne, respectueuse du droit humanitaire international. A cet effet, des spécialistes du DDPS, en collaboration avec le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) dispensent aux instructeurs sud-soudanais un enseignement théorique et pratique à Juba en matière de droit, de règles de comportement et de méthodologie de l'instruction. Parallèlement, ils assurent un coaching dans l'élaboration de l'académie militaire nationale en ce qui concerne le contenu des cours et la manière d'enseigner.

D'autres experts du DDPS dispensent des cours sanitaires et des cours de sauvetage en montagne dans les Balkans. D'autres encore participent à des missions d'évaluation des besoins d'instruction en Afrique orientale, à la formation des attachés de défense en Afrique occidentale ou au Moyen-Orient, ou contribuent à la diffusion des principes du Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité de l'OSCE. Un instructeur est détaché au Centre Kofi Annan pour le maintien de la paix (KAIPTC) à Accra, Ghana, où il exerce la fonction de directeur de cours. L'armée soutient aussi l'École de maintien de la paix à Bamako, Mali, avec du matériel et des modules d'instruction dans le domaine de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration (DDR).

Le matériel et certains véhicules devenus excédentaires ont servi à divers projets d'équipement dans les Balkans, notamment en Albanie, et plus récemment en Afrique. En Sierra Leone, l'armée a ainsi livré 260 Pinzgauer et camions Steyr à la demande de l'ONU, afin de permettre aux forces armées de patrouiller dans le pays suite au retrait de l'UNAMSIL. L'armée a également assuré



Lors de l'inspection du cours sanitaire organisé chaque année à Skopje, le Brigadier Roubaty, cdt FOAP log, se fait présenter la traduction en macédonien des divers règlements sanitaires et logistiques mis à disposition par l'armée suisse.

l'instruction des mécaniciens sur place. En Afghanistan, elle a livré des véhicules de génie, des camions de pompiers pour l'aéroport de Kaboul, des lits d'hôpital et du matériel sanitaire pour l'hôpital de Kaboul, ainsi que des générateurs et des tentes pour l'armée nationale afghane (ANA).

Dans les régions post-confliktuelles, l'abondance d'armes légères et de petit calibre (ALPC, ou SALW) est souvent la cause du maintien de l'insécurité, voire de la reprise des combats. Les projets de désarmement prennent dès lors une importance capitale pour le maintien de la paix et la prévention des conflits. Le DDPS participe ainsi à divers projets de destruction d'armes et de munition conventionnelle avec de l'expertise technique (armasuisse) et/ou en finançant des projets particuliers, notamment dans le cadre des Trust Funds du Partenariat pour la paix (Pfp).

### Bilan et perspectives

Les diverses contributions de l'armée à la stabilisation et à la reconstruction post-confliktuelles évoquées plus haut contribuent, directement ou indirectement, à la sécurité de la Suisse. Elles sont hautement appréciées à l'étranger, non seulement par les bénéficiaires directs, mais aussi par nos partenaires traditionnels, à l'effort desquels la Suisse apporte ainsi une contribution certes modeste mais bienvenue. Pour toutes ces raisons, l'armée entend poursuivre à l'avenir sa participation dans des projets de soutien de ce type.

M.-A. S.

### Nouvelles brèves

#### Les observateurs militaires suisses de retour de Géorgie

Stans 13.07.2009 – Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé le 15 juin 2009 de ne pas poursuivre la mission des observateurs militaires en Géorgie (United Nations Observer Mission in Georgia / UNOMIG). Cette décision touche également des observateurs militaires de l'Armée suisse. Les quatre observateurs militaires suisses qui étaient engagés en faveur de l'UNOMIG en Géorgie sont rentrés en Suisse.

Les activités de la mission ont été stoppées le 16 juin 2009 à minuit, heure de New York (06:00 HEC). C'est un *véto* de la Russie contre une résolution de prolongation de la mission dans la province séparatiste géorgienne d'Abkhazie qui a entraîné la fin de ces activités.

Le 13 février 2009, le Conseil de sécurité de l'ONU avait prolongé le mandat jusqu'au 15 juin 2009 par la résolution 1866. La mission de l'ONU avait été lancée en 1993 pour surveiller le cessez-le-feu entre le gouvernement géorgien et les autorités abkhaziennes. 131 observateurs militaires et 20 policiers de plus de 30 nations ont surveillé l'accord de cessez-le-feu entre les parties en conflit jusqu'à mi-juin 2009. Quatre observateurs militaires suisses étaient engagés au sein de l'UNOMIG depuis le mois de janvier 1994.

La Suisse participe à des missions de paix depuis 1953. Plus de 250 militaires suisses accomplissent actuellement des missions internationales de paix dans plus d'une douzaine de pays.

Communication SWISSINT

#### Observateurs de l'ONU

23.06.09 - Un exercice final de grande envergure a eu lieu du 26 juin au 1er juillet 2009 dans le secteur du lac de Constance pour les futurs observateurs militaires onusiens. Près de 60 officiers issus de 21 pays y ont participé. Ils sont entraînés et testés par des instructeurs allemands, autrichiens, hollandais et suisses.

Les futurs bérets bleus passent différents examens dans la région frontalière entre la Suisse et l'Allemagne, comprenant des tests de comportement en situation de crise, d'habileté à la négociation et de connaissances politiques et culturelles spécifiques aux pays. Les observateurs militaires de l'ONU sont entraînés et testés par des instructeurs expérimentés ayant accompli plusieurs années d'engagement.

Communication SWISSINT

#### Le chef de l'Armée effectue sa première visite en Autriche

09.07.2009 - Le chef de l'Armée André Blattmann s'est rendu en Autriche le 9 juillet 2009 pour une visite officielle auprès du chef de l'Etat-major général autrichien Edmund Entacher.

DDPS